



Retours d'enquête sur la filière « Silver Économie » *Premiers éléments*

Sanaa Hallal

N°2013-08, décembre



PREMIER MINISTRE

Commissariat général
à la stratégie
et à la prospective

Les documents de travail du Commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP) sont des études ou des travaux de recherche effectués au CGSP. Ils n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement des positions du Commissariat général à la stratégie et à la prospective. L'objet de leur diffusion est de susciter le débat et d'appeler commentaires et critiques.

Sommaire

Résumé-abstrait	5
Introduction	7
I La méthodologie	9
1.1. Chiffre d'affaires recensé à mi-juillet 2013	10
1.2. L'emploi recensé.....	11
1.3. Les caractéristiques de l'emploi	12
1.4. La taille des entreprises	13
II Les principales activités	15
2.1. Les domaines d'activité à forte concentration « seniors ».....	15
2.2. Activités en fonction de l'âge de l'entreprise.....	16
2.3. Les maillons de la filière.....	16
2.4. Le financement de la filière	17
2.5. La géographie de la filière.....	17
III Les caractéristiques du marché	23
3.1. Des entreprises exportatrices innovantes	23
3.2. Des PME actives à l'international	24

Retours d'enquête sur la filière « Silver Économie »

Premiers éléments

Sanaa Hallal

RÉSUMÉ

En 2013, alors que la France est en pleine mutation démographique, l'enquête « Acteurs Activités et Perspectives » réalisée sur la Silver Économie, adressée aux acteurs de la filière (entreprises et associations) apporte les premiers éléments d'un cadrage macroéconomique. Compte tenu de la méthode retenue, seules les entreprises déjà engagées activement au sein de la Silver Économie ont pu être contactées. Les premiers résultats obtenus sont toutefois déjà très intéressants.

Avec un chiffre d'affaires estimé à 16,6 milliards d'euros, ces entreprises dont une part non négligeable a été créée lors de la dernière décennie, sont créatrices d'emplois. La filière, dont le dynamisme s'appuie également de manière importante sur l'apport de l'économie sociale et solidaire ainsi que sur la participation de nombreux bénévoles, aurait pourvu 90 000 emplois en 2012, selon notre recensement. À l'horizon 2017, son niveau serait amené à s'accroître de l'ordre de 50 %, avec un taux de croissance annuel moyen estimé autour de 14 %. Le domaine d'activité clef de la Silver Économie est constitué des services d'accompagnement à la personne. La composante technologique dans les produits et les services de la Silver Économie est de plus en plus prégnante ; le développement des « gérontechnologies », de la téléassistance en particulier, en est l'exemple le plus probant.

La structure de l'offre au vu de ce premier recensement indique que les entreprises de la filière exercent des activités davantage à un niveau local ou national, la dimension régionale étant plus faiblement représentée. Les résultats indiquent par ailleurs un dynamisme relatif des entreprises implantées à l'international en matière de dépenses en R & D, toutefois inférieures à la moyenne nationale.

Mots-clefs : Silver Économie ; Enquête ; éléments de cadrage.

ABSTRACT

France is facing a major demographic transition. The survey "Acteurs, Activité et Perspectives"¹ that addresses the Silver Economy was carried out and released in 2013; it questioned the relevant stakeholders involved in this sector (businesses and associations). The results already available provide first insights for a macroeconomic framework. Considering the chosen method, only companies already committed actively within the Silver Economy were contacted. The first obtained results are however already very interesting.

With an estimated amount of revenue reaching 16.6 billion euros, the Silver Economy businesses are likely to be job creators. This sector relies significantly on the contributions of the social economy and the participation of volunteers. Our survey recorded 90,000 jobs

¹ "The Silver Economy: Players, Activities and Outlooks".

in 2012. By 2017, the number of jobs will have grown by approximately 50 percent with an average annual growth rate of around 14 percent per year. The main area of activity of the Silver Economy is in assistance and support services. The technological component in the products and services in the Silver Economy is becoming more and more prevalent, the development of telecare being one of the most prominent example.

The initial statistics indicate that investments in the Silver Economy are mainly concentrated at the local or national levels, rather than at the regional level. Moreover the results also emphasize the relative dynamism of R & D investment by international businesses.

Keywords : Silver Economy ; Survey ; Macroeconomic framework.

Retours d'enquête sur la filière « Silver Économie »

Premiers éléments

Sanaa Hallal²

Introduction

La « Silver Économie »³ est le développement économique à attendre du vieillissement de la population. Nouveaux besoins, nouvelles demandes, innovations, réorganisations, nouvelles offres, la Silver Économie est un ample mouvement qui regroupe toutes les acteurs – entreprises comme associations – agissant pour apporter des biens et services pour et/ou avec les personnes âgées.

L'enquête « Acteurs, Activités et Perspective » réalisée sur la Silver Économie⁴ par le Commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP) a été diffusée le 21 juin 2013. Elle a pour objectif de recenser les structures (entreprises et associations) dont l'activité (ou une partie) est à destination des personnes âgées de plus de 60 ans et de collecter des données économiques liées à ce marché. Le questionnaire, composé d'une trentaine de questions fermées, est administré par voie électronique.

Les premiers éléments obtenus en retour de cette enquête (684 répondants à la date de rédaction de ce document de travail – 29 août 2013) dessinent les contours de la Silver Économie.

Cette enquête ne peut être que la première vague d'un dispositif de suivi du développement de la Silver Économie. En effet, encore aujourd'hui et sans doute encore demain, un grand nombre d'entreprises n'a pas pris conscience qu'une part croissante de leur clientèle entrait dans la séniorité, les entraînant de fait dans la Silver Économie. Ceci n'aurait aucune importance si les caractéristiques de cette clientèle n'ouvraient pas à chaque entreprise des perspectives d'offres innovantes, en termes de produit comme en termes de distribution. Ces changements de l'offre peuvent de plus être démultipliés et accélérés au travers de la possibilité de « packager » différents produits et services connexes. En particulier, comme il est souligné dans le rapport du CGSP paru en décembre⁵, la possibilité d'encapsuler des

² Sanaa HALLAL, département Économie Finances, Commissariat général à la stratégie et à la prospective (sanaa.hallal@gmail.com).

³ De l'anglais Silver pour chevelure argentée.

⁴ L'enquête a été lancée par le Commissariat général à la stratégie et à la prospective, le ministère du Redressement productif, et le ministère délégué chargé des Personnes âgées et de l'Autonomie : <http://www.cgsp-silver-economy.fr/index.php/223198?lang=fr>

⁵ Bernard C., Hallal S. et Nicolai J.-P. (2013), *La Silver Économie, une opportunité de croissance pour la France*, rapport du Commissariat général à la stratégie et à la prospective, décembre.

<http://www.strategie.gouv.fr/blog/2013/12/rapport-la-silver-economie-une-opportunite-de-croissance-pour-la-france/>

produits innovants dans des services eux-mêmes rendus innovants *via* leur gestion électronique est un levier que notre économie doit saisir.

Pour cela, et tout le travail mené depuis plus d'un an par le ministère délégué chargé des Personnes âgées et de l'Autonomie et le ministère du Redressement productif y vise, il est essentiel que les entreprises ayant conscience de l'enjeu puissent travailler ensemble : c'est le rôle que jouent la création et l'animation de la filière Silver Économie. Il est aussi important que ce nombre d'entreprises s'accroisse et qu'une démarche de communication y contribue.

Lorsque l'on parle d'entreprises, il faut considérer l'ensemble des acteurs qui constituent aujourd'hui cette offre de la Silver Économie, et donc en particulier l'ensemble des acteurs associatifs ; le comportement marchand ou non marchand de ces derniers étant sans doute plus différenciant que le statut lui-même.

Cette première enquête ne pouvait pas dans ce cadre ambitionner un recensement de l'offre, mais seulement un recensement de l'offre qui aujourd'hui se reconnaît dans la démarche de la Silver Économie. La méthode de diffusion de l'enquête (« snowballing ») présente donc mécaniquement des biais de sélection. Le nombre de réponses n'a pas non plus permis d'exploiter toutes les questions du questionnaire et de détailler l'ensemble des résultats de façon systématique.

Comme nous le verrons ci-dessous, ces premiers résultats sont toutefois très encourageants et instructifs. Il nous est ainsi apparu utile d'en faire une première synthèse.

I La méthodologie

Recenser les acteurs de la Silver Économie n'est pas une chose aisée. Tenter de dresser le paysage et son évolution non plus. La première difficulté vient de l'absence de données statistiques permettant de rattacher les entreprises à ce marché ou filière⁶. De ce fait, il était impossible d'identifier la population mère et de construire un échantillon représentatif des acteurs de la filière. L'enquête a donc été réalisée à partir de la méthode du « snowballing ». Cette méthode d'échantillonnage non probabiliste est principalement utilisée lorsqu'on souhaite collecter des informations sur des personnes physiques ou morales difficilement identifiables. Il s'agit de contacter un premier groupe de répondants qui diffuse ensuite l'enquête et qui transmet le contact de nouveaux enquêtés. En l'espèce, le premier groupe de répondants a été identifié à travers la liste de contacts du ministère des Personnes âgées et de l'Autonomie qui était chargé de la diffuser à ses propres contacts. Par ailleurs, un communiqué de presse a complété le dispositif afin d'étendre l'information à d'autres acteurs qui n'auraient pas été identifiés par le ministère.

Cette méthode a pour principal défaut qu'elle génère un biais de sélection, les personnes interrogées pouvant appartenir au même réseau ou à des réseaux proches. À ce biais de sélection, s'ajoute celui lié au format de l'enquête. Les enquêtes en ligne ont en effet souvent des taux de non réponses élevées, non réponses qui peuvent être plus marquées parmi certains groupes d'entreprises ou d'associations.

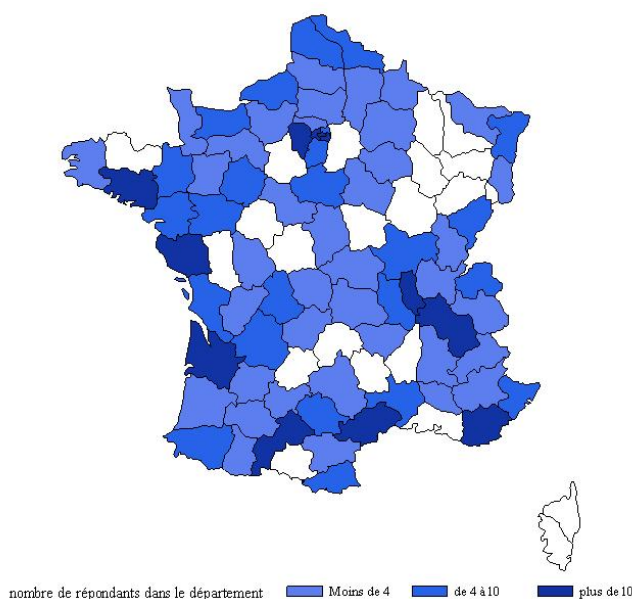
On constate effectivement une sous-représentation, voire une absence complète de certaines entités, par exemple, les petits commerces de proximité dont les activités peuvent être destinées aux seniors n'entrent pas dans le champ des enquêtés, et le nombre d'entreprises sans salariés est anecdotique. Concernant les entreprises de tailles intermédiaires, les grandes entreprises (toutes les structures de plus de 250 salariés), on ne dénombre que cinq entreprises de plus de 5 000 salariés (à la date du 29 août 2013). Enfin, les services à la personne auprès de particuliers employeurs, l'une des composantes majeures de la Silver Économie, ne peuvent être comptabilisés dans cette enquête.

En revanche l'étendue de la couverture géographique de l'enquête est très encourageante, elle suggère une relativement bonne représentativité de cette activité sur le territoire français (voir carte 1).

⁶ Le terme de « filière » de la Silver Économie est retenu mais il est discutable. La Silver Économie est plus un ensemble de marché, caractérisable par une demande qu'une organisation de l'offre. Toutefois, l'imbrication de l'offre et des actions de nombreux acteurs justifie de favoriser concertation et coordination au sein d'une logique de filière.

Carte 1

Répartition géographique des répondants



Un grand nombre de visites a été enregistré en moins de deux mois (près de 1 800) parmi lesquels 684 ont répondu au questionnaire. Les répondants sont principalement des entreprises (56 %). Les associations exerçant une activité non lucrative représentent ensuite 35 % de l'échantillon. Enfin la catégorie « Autres » constituée principalement des établissements publics représentent 9 % des répondants.

1.1. Chiffre d'affaires recensé à mi-juillet 2013

En 2012, le chiffre d'affaires (CA) recensé auprès des 283 entreprises répondantes s'établit à **55,7 milliards d'euros hors taxe**⁷. Le niveau élevé de ce chiffre d'affaires s'explique par la présence de quelques unités⁸ qui concentrent 97 %⁹ du CA HT global. Celui-ci s'élève à 1,8 milliard d'euros HT, si l'on exclut ces dernières. L'entreprise médiane a réalisé en 2012 une recette égale à 460 000 euros HT. Le CA HT, spécifiquement associé au plus de 60 ans, réalisé par les entreprises ayant renseigné une répartition par âge de la cible s'établit à 16,6 milliards d'euros ; ce chiffre, lorsque le recensement sera plus avancé, sera assimilable au chiffre d'affaires de la filière Silver Économie.

Pour qu'il soit totalement représentatif, il faudra que soient recensés des acteurs qui à ce jour n'identifient pas encore explicitement les seniors comme une cible de clientèle à part entière.

⁷ Chiffre d'affaires toute activité en France : 3 596,4 milliards d'euros (2010).

⁸ Dont les chiffres d'affaires sont compris entre 1,4 milliard d'euros et 26,4 milliards.

⁹ Deux grands groupes d'assurance, un fournisseur de pharmacies, un groupe de résidences retraites, un fabricant de matériel électrique.

1.2. L'emploi recensé

Les premiers éléments obtenus laissent penser que la filière Silver Économie s'articule autour d'une activité noyau : l'accompagnement de la personne et d'activités périphériques. Or ce premier secteur est caractérisé par l'importance de l'emploi direct. Il en résulte que de nombreuses personnes potentiellement impliquées dans l'emploi de la filière Silver Économie ne sont pas prises en compte. Au dernier trimestre 2012, l'Agence Centrale des Organismes de la Sécurité Sociale (ACOSS) a recensé 1,9 million de particuliers employeurs dans l'emploi à domicile (hors garde d'enfants) au titre des déclarations d'embauche¹⁰.

Pour l'année 2012, **43 150¹¹ emplois** ont été déclarés comme appartenant à l'économie « traditionnelle » et **55 399¹²** relèvent plus de l'économie sociale et solidaire dont l'activité repose également sur la participation de 55 575 bénévoles¹³.

Interrogées sur le niveau d'emploi envisagé en 2017, les résultats présagent d'un optimisme au sein des **entreprises** : **68 685¹⁴** sont attendus, soit une **augmentation de 59 %** par rapport au niveau d'emploi actuel. Dans le milieu associatif, on observe également une hausse de l'emploi, même si l'absence de réponses des plus grandes associations en matière d'effectif anticipé ne permet pas de donner un chiffre global qui soit pertinent. À noter qu'une hausse importante est à prévoir au sein de la catégorie « Autre » où les chiffres indiquent un doublement des effectifs entre 2012 et 2017. Le calcul de ce chiffre porte néanmoins sur un très petit nombre d'observations.

Les résultats indiquent une **progression annuelle moyenne du taux d'emploi de 13,8 % (hors entreprises à 0 salarié et créations récentes)**. Cette première estimation du taux de croissance annuelle de l'emploi (TCAME) surestime quelque peu le poids des entreprises de petites tailles qui déclarent un accroissement de leurs effectifs. En annulant l'effet taille (calcul incluant également les entreprises de 0 salarié) le TCAME s'établit à **9,7 %**.

Le graphique 1 illustre la progression envisagée en fonction de la taille (effectifs salariés associés au chiffre d'affaires) des entreprises impliquées dans la Silver Économie.

¹⁰ Utilisateurs de la déclaration nominative trimestrielle simplifiée (DNS), du titre de travail simplifié (TTS), et du chèque emploi service universel (Cesu). Sources : l'Acoss et les Urssaf des particuliers employeurs.

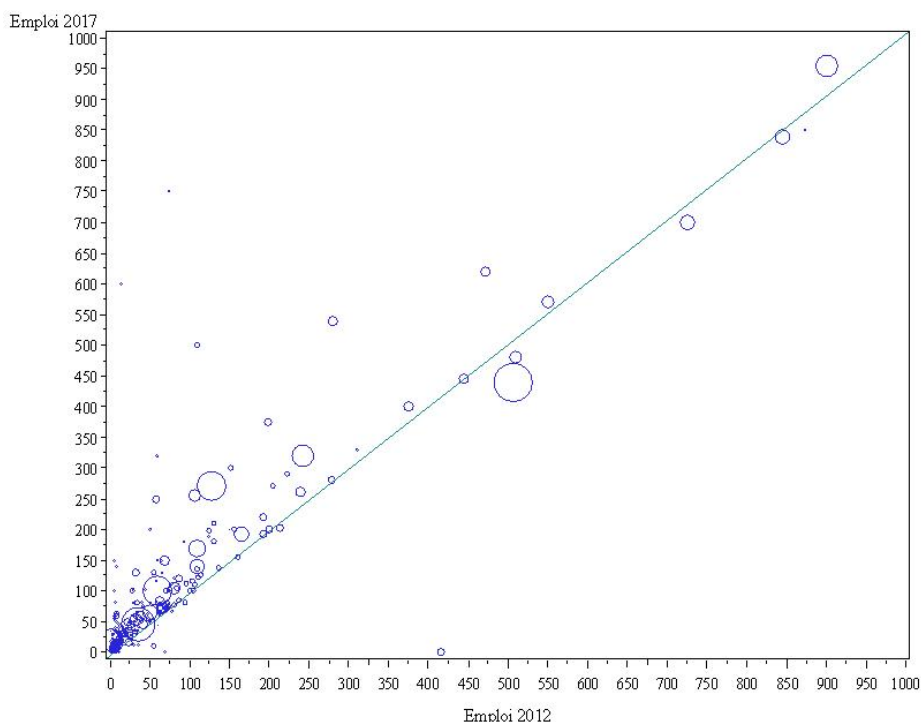
¹¹ 254 entreprises répondantes.

¹² Correspondant à 153 associations à but non lucratif.

¹³ 93 répondants regroupant associations lucratives et association à but non lucratif.

¹⁴ 244 répondants.

Graphique 1 Effectif en 2012 et perspectives de l'emploi en 2017



Note : La taille des cercles est proportionnelle au niveau du chiffre d'affaires. Les entités qui se situent le long de la bissectrice envisagent un niveau d'emploi inchangé à l'horizon 2017. Celles qui se situent au-dessus s'attendent à une progression et à l'inverse, celles en dessous, une diminution du niveau d'emploi par rapport au niveau de 2012. Les grands cercles près de l'origine représentent majoritairement des associations à très gros budget avec de faibles effectifs salariés permanents. Au centre, une entreprise de 507 salariés ayant réalisé en 2012 un chiffre d'affaires 123 millions euros. Seules deux entreprises sur les cinq dont le chiffre d'affaires est supérieur à 1 milliard d'euros ont déclarés les effectifs salariés. Elles sortent du champ de ce graphique (plus de 1000 salariés).

1.3. Les caractéristiques de l'emploi

Le recensement par type de contrat suggère une sous-représentation de la part des CDI en 2012 (75,9 % du total des contrats)¹⁵ par rapport au niveau national, (84,1 %¹⁶ des contrats sont de type CDI). Les chiffres dont on dispose pour 2017 laissent penser à une répartition plutôt favorable au CDI à l'avenir.

¹⁵ 245 répondants.

¹⁶ Source : ACCOSS (2012), pour les statistiques des études et de la prévision ; *Étude* n°162 décembre 2012. Ce chiffre vaut pour l'année 2011.

1.4. La taille des entreprises

Cette filière, telle que photographiée au 29 août 2013 au travers de l'enquête, est principalement constituée de **PME** et de **micro-entreprises** (respectivement 47 % et 47 % de l'échantillon, et 5 % d'entreprises de taille intermédiaire)¹⁷. Ces résultats indiquent malgré tout une sous-représentation des entreprises de moins de 250 salariés (ici 94 %) qui représentent au niveau national en 2012 99,8 %¹⁸ de l'ensemble des entreprises. Néanmoins, les PME dans notre échantillon sont très largement surreprésentées (7 % des entreprises au niveau national¹⁹) au détriment des entreprises sans salariés, dites unipersonnelles (55 % au niveau national contre seulement 10,2 % dans notre échantillon).

¹⁷ Ici, la taille de l'entreprise est envisagée par les effectifs salariés seulement. Les montants du chiffre d'affaires et de l'actif ne sont pas pris en compte pour désigner une micro-entreprise (ici moins de 10 salariés), une PME (entre 10 et 250 salariés), une entreprise intermédiaire (moins de 5000 salariés), ou une grande entreprise (plus de 5000 salariés).

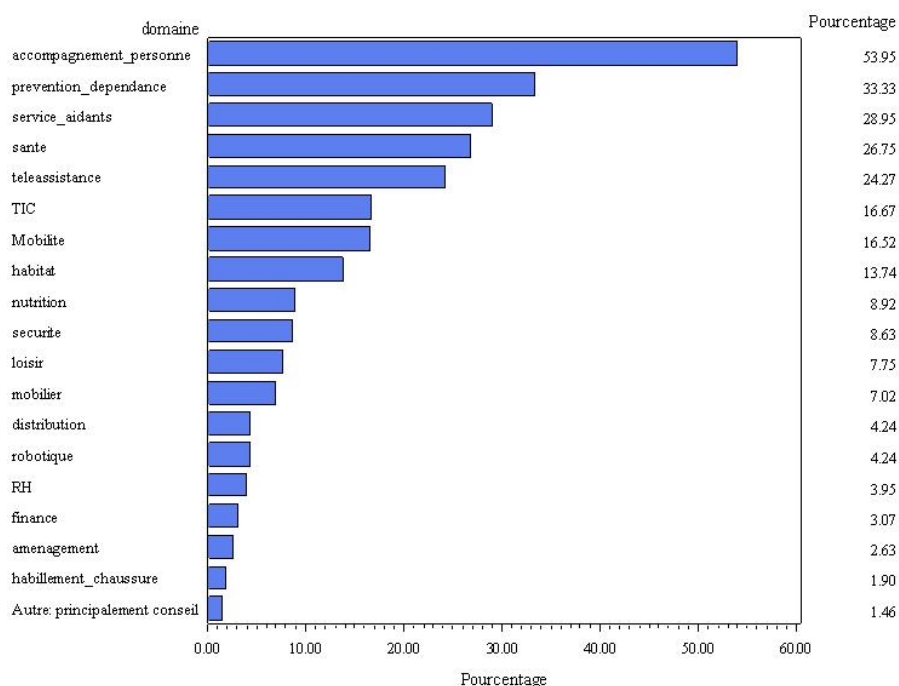
¹⁸ Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene), Champ : France ; activités marchandes hors agriculture. Entreprises selon le nombre de salariés et l'activité en 2012.

¹⁹ Ibid.

II Les principales activités

Le marché de la Silver Économie est dominé par les activités **d'accompagnement de la personne** dans lesquelles la moitié des entités répondantes déclarent inscrire leurs activités (graphique 2). Près du tiers d'entre elles investit le marché de la **prévention de la dépendance**, ainsi que celui des **services pour les aidants**. Enfin, la **téléassistance**, la **Santé** et les **Technologie de l'Information et de la Communication (TIC)** concernent environ 20 % des répondants.

Graphique 2
Le domaine d'activité (plusieurs réponses possibles)



2.1. Les domaines d'activité à forte concentration « seniors »

Les structures dédiant leurs activités au plus de 60 ans (au moins 70 % du CA HT ou du budget dans le cas des associations, consacré au 60 ans et +) appartiennent principalement aux domaines de l'accompagnement de la personne (70 % des répondants), de la prévention de la dépendance (43 %), aux services liés aux aidants (34 %), à la santé (29 %), à la téléassistance (26 %), aux TIC, à l'habitat et à la mobilité (autour de 15 %). Leur présence est faible dans les domaines de l'habillement et de la distribution.

L'activité de l'accompagnement de la personne est généralement couplée avec les activités liées aux aidants, à la prévention de la dépendance et de la santé, à la téléassistance, et la mobilité.

2.2. Activités en fonction de l'âge de l'entreprise

Les entreprises ou associations ayant répondu sont des structures plutôt jeunes. 73 % ont été créés au cours de la dernière décennie et, à ce jour, on recense dans l'enquête²⁰ 11 % de création en 2012 et 2013. Ces dernières sont particulièrement actives dans les domaines liés aux TIC et à la téléassistance et ont soutenu le développement des services liés aux aidants et à la prévention de la dépendance. Par ailleurs, elles sont plus nombreuses que les entreprises plus anciennes sur le marché dédié aux personnes en plus mauvaise santé (personne en perte d'autonomie, personne handicapée et porteuse de maladie chronique) et elles y contribuent davantage. Ainsi, parmi les structures dont l'une des cibles de marché est constituée de personnes en perte d'autonomie, 56 % ont été créées à partir de l'année 2000. Parallèlement, 80 % des entreprises créées depuis l'année 2000 déclarent que les personnes en perte d'autonomie constituent une cible de marché contre 62 % pour celles créées antérieurement.

Bien que le chiffre d'affaires liés aux activités à destination des seniors soient plutôt équilibré entre les tranches d'âge 60 à 75 ans et 75 ans et plus, il tend à être très légèrement plus élevé pour la première tranche qui concentre 50,3 % des recettes²¹. Les associations concentrent davantage leurs activités sur les 75 ans et +.

2.3. Les maillons de la filière

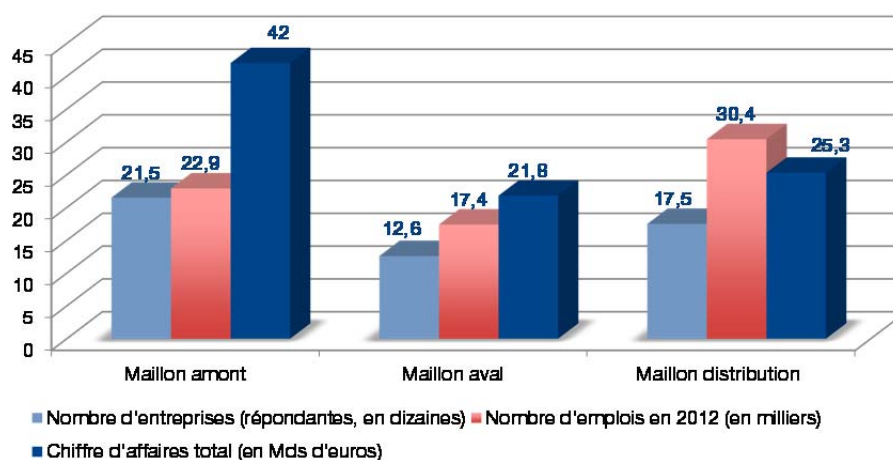
Le maillon de l'amont semble capter le plus grand nombre d'entreprises (répondantes) et le plus important chiffre d'affaires (graphique 3). Le segment de la distribution semble plus fécond en emploi. Près de 34 % des structures impliquées dans la filière engagent des dépenses en recherche et développement.

²⁰ 353 répondants.

²¹ 260 répondants (entreprises).

Graphique 3

La filière



Note : Les entreprises appartenant à de multiples maillons participent autant de fois au calcul des chiffres d'affaires et du niveau d'emploi. Ainsi, le chiffre d'affaires d'une entreprise dont les activités s'inscrivent en aval et dans la distribution, est intégré intégralement dans le calcul du chiffre d'affaires en aval et dans la distribution. Il en est de même pour l'emploi. Le chiffre d'affaires représenté est celui de la filière (correspondant aux activités liées au 60 ans et +) tandis que le niveau d'emploi est global.

2.4. Le financement de la filière

Les premières analyses des réponses concernant les sources de financement des entreprises laissent apparaître un recours à des augmentations de capital (26 % des entreprises répondantes déclarent y avoir recours), à l'emprunt bancaire (17 %) et aux subventions publiques (11 %).

2.5. La géographie de la filière

Élaborer une géographie de la filière repose sur l'identification de pôles géographiques caractérisés par une forte concentration d'activités liées à la Silver Économie. L'identification ici repose sur la transmission par les entreprises répondantes du code postal de leur siège social. Une telle approche présente des limites importantes puisqu'elle ne permet pas de saisir l'étendue de la couverture géographique des entreprises répondantes ; elle peut biaiser les résultats, plus particulièrement dans le cas d'entreprises à vocation nationale ou internationale.

La première mesure proposée de la concentration des activités senior est le volume du CA HT liés aux 60 ans et +. Les départements ayant un chiffre d'affaires élevé consacré au plus de 60 ans (supérieur à 3,6 millions d'euros HT) sont ceux marqués par l'hébergement du siège social de quelques grandes structures aux activités diverses (promotion immobilière et lieu d'hébergement, commerce de gros et de détail, activités de société holding assurance, de communication) de grande taille ou à forte intensité capitalistique. Le chiffre d'affaires est également tiré par une forte présence de sociétés spécialisées dans le service

à la personne (services à la personne et autres services personnels) ou dont les activités ont une forte composante technologique.

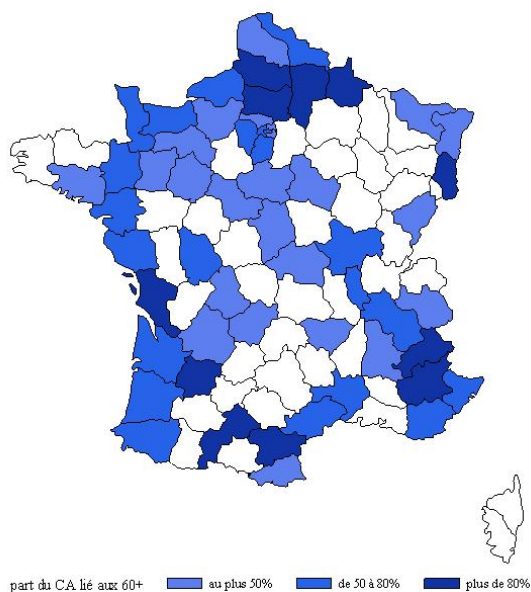
Ces départements, si l'enquête était représentative, auraient pu être assimilés à des pôles « senior ». Il apparaît que ce sont des départements dans lesquels le ratio des plus de 60 ans à la population totale est en 2010 généralement plus faible que le même ratio calculé au niveau national. Ce fait qui peut paraître étonnant de prime abord ne l'est plus dès lors que l'on aborde la question à travers une nouvelle mesure : l'intensité « senior » - part moyenne du CA HT déclarée, consacrée au plus de 60 ans, au niveau départementale. L'écart entre ces deux grandeurs nous renseigne sur la présence d'entreprises dont l'activité est plus spécifiquement dédiée aux seniors mais dont le volume du CA HT est sans doute plus faible.

Apparaît alors une corrélation positive – bien que ténue – qui existe entre le taux des 60 ans et + et la part du CA HT lié au plus de 60 ans. Parmi les départements pour lesquels le ratio chiffre d'affaires lié au plus de 60 ans/chiffre d'affaires total recensé est le plus élevé (au moins la moitié du chiffre d'affaires est consacré au 60+), certains sont des départements dans lesquels le taux des plus de 60 ans est plus élevé que la moyenne nationale (établie à 22,95 %). Néanmoins, pour la majorité, le ratio est plus faible que pour la moyenne nationale. L'examen cette fois-ci du taux de vieillissement annuel moyen renforce légèrement cette corrélation. Ainsi, sur les quatorze départements identifiés, le taux de vieillissement moyen varie entre 1 % et 1,5 % par an pour les départements les moins vieillissants et 1,5 à 2 et à plus de 2 % pour les plus vieillissants. La part importante du chiffre d'affaires consacrée aux seniors dans ces départements reflète massivement des activités de services à la personne et autres services personnels ainsi que du conseil pour les affaires et autres conseils de gestion.

La carte 2 illustre la part moyenne du chiffre d'affaires lié au 60 ans et plus, au sein de chaque département. La moyenne est à considérer avec réserve, le nombre de répondants par département étant hétérogène, certains départements ont un répondant unique. Les départements au coloris le plus clair sont des départements pour lesquels l'activité n'est pas « spécialisée 60 ans et + » : la somme du chiffre d'affaires affecté au 60 ans et + est, au plus, égale à celle liée à toutes les autres catégories d'âge (sans ciblage *a priori* compris). À l'inverse le coloris le plus foncé désigne des départements pour lesquels le CA HT senior est plus de quatre fois supérieur.

Carte 2

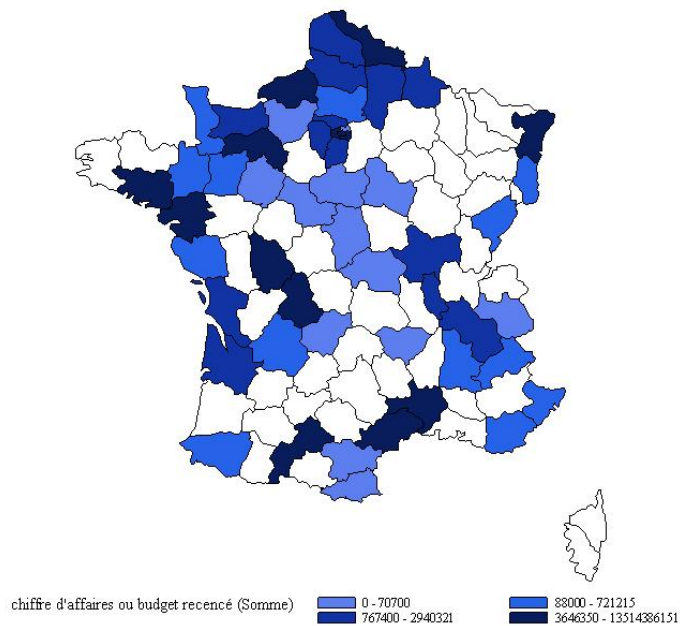
Tranche moyenne de chiffre d'affaires liée au 60 ans et +



La carte 3 représente le chiffre d'affaires total recensé au sein du département et lié aux personnes âgées de 60 ans ou +. Les départements aux coloris les plus clairs sont des départements pour lequel le CA HT recensé excède 3,6 millions d'euros HT.

Carte 3

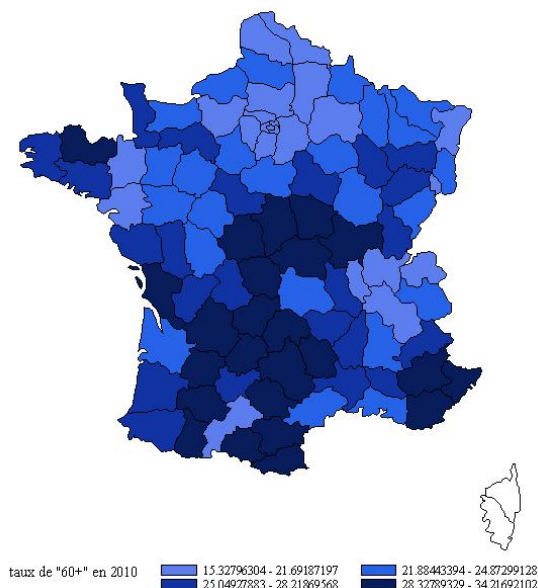
Chiffre d'affaires recensé de la filière



Le taux de 60 ans et + (rapport du nombre des plus de 60 ans à la population totale du département) est calculé à partir des données du recensement de la population fait par l'INSEE en 2010 (carte 4).

Carte 4

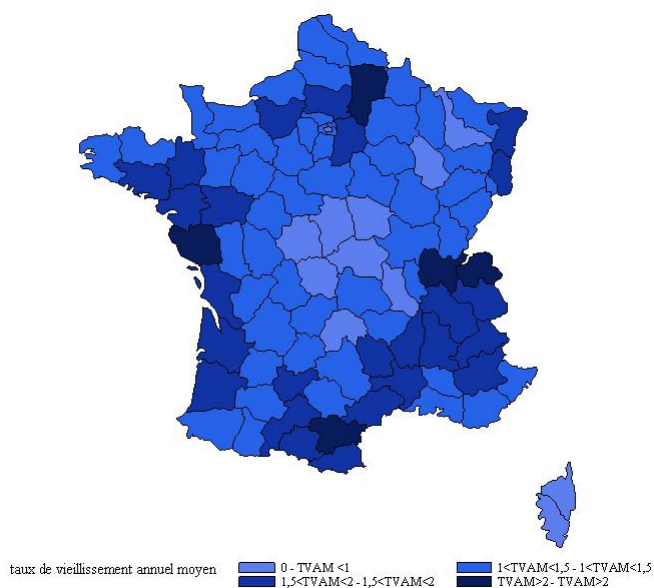
Le taux de 60 ans et +, par département, en 2010



Le taux de vieillissement annuel moyen est calculé à partir des projections de l'INSEE à l'horizon 2040. Les données de référence sont issues du recensement de la population fait en 2010 (carte 5).

Carte 5

Les départements à plus fort vieillissement

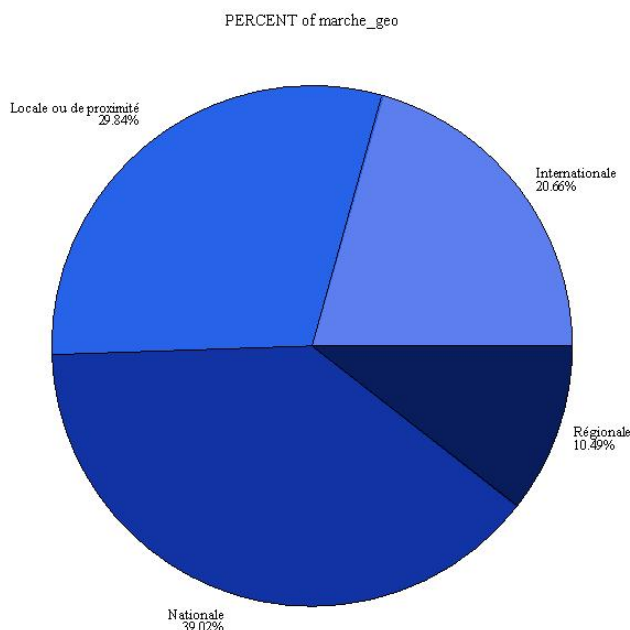


La difficulté à faire émerger un lien fort entre le taux des 60 ans et +, le vieillissement et le chiffre d'affaires de la filière, ainsi que la part du CA HT allouée aux 60 ans et +, n'est finalement pas étonnante au vu de l'hétérogénéité des entreprises répondantes. Manifestement, cette hétérogénéité va se traduire par des spécialisations sectorielles différentes et/ou des tailles d'entreprises contrastées, qui impliquent des vocations géographiques distinctes. Il est évident que les activités de services à la personne vont davantage intervenir sur un marché géographique plus restreint, tandis que les activités de banque assurance par exemple dont les chiffres d'affaires importants vont gonfler le chiffre d'affaires cumulé de la filière auront davantage une orientation nationale.

III Les caractéristiques du marché

Le graphique 4 est construit à partir des déclarations des entreprises de la filière. Les données récoltées indiquent que 21 % des entreprises de l'échantillon ont une dimension internationale.

Graphique 4
Répartition géographique des offres de produits
ou prestations en 2012



La structure de l'offre au vu de ce premier recensement indique que les entreprises ont une dimension locale et nationale. On peut noter la faible part de la dimension régionale qui oblige à repenser la bonne articulation entre les collectivités. Pour leur part, les associations sont massivement orientées sur une intervention locale ou de proximité (84 % d'entre elles).

3.1. Des entreprises exportatrices innovantes

Les entreprises exportatrices se distinguent par un ratio moyen d'innovation rapportée au CA plus élevé. Celles-ci allouent en moyenne 22,7 % de leur chiffre d'affaires aux dépenses en recherche et développement (14 % pour le marché national, 5 % pour le marché régional et 3 % pour le marché local). Il est à noter que cet écart provient peut-être des différences qui existent entre les entreprises exportatrices et les entreprises non exportatrices, comme par exemple la taille ou le secteur d'activité. La comparaison entre ces chiffres et les résultats obtenus par l'exploitation de l'enquête CIS 2010²², révèlent une relative ressemblance au niveau du marché domestique – agrégation des parts locale, régionale et nationale – (8,7 % contre 11 % pour l'enquête CIS) mais une importante différence au

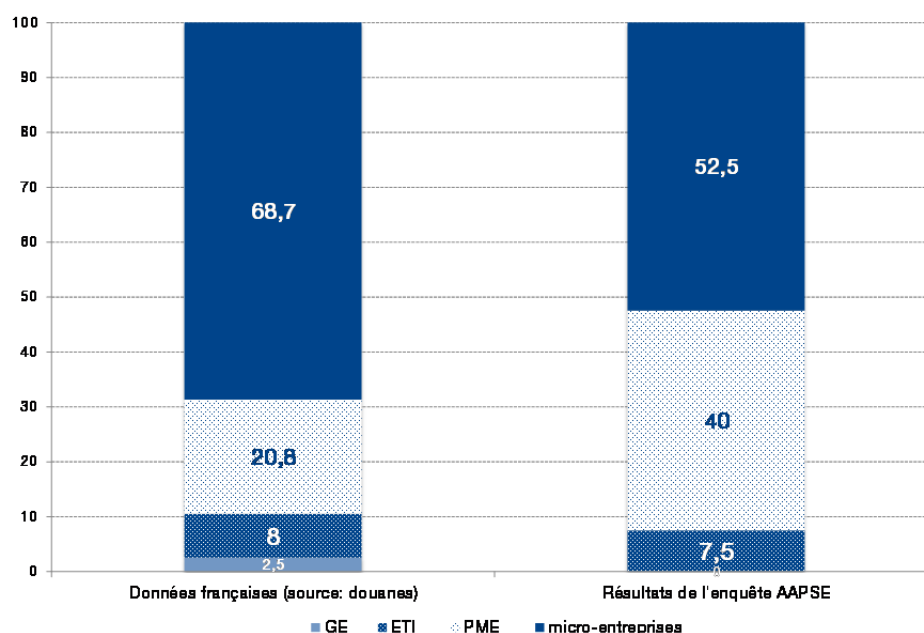
²² Bouvier A. (2012), « Innover pour résister à la crise ou se développer à l'export » division Enquêtes thématiques et études transversales, Insee.

niveau international (22,7 % contre 35 % pour l'enquête CIS). Toutefois, la comparaison de ces résultats ne permet pas de discriminer entre une caractéristique propre à la Silver Économie qui serait moins intensive en innovations et un échantillon insuffisamment représentatif. Même si dans la Silver Économie, certaines entreprises sont particulièrement actives en « gérontechnologies », il n'en reste pas moins qu'une part essentielle de l'activité se situe dans les services à la personne, intrinsèquement moins propices à l'innovation telle que définie dans notre enquête²³ mais davantage enclin apporter des innovations d'organisation ou de marketing²⁴.

3.2. Des PME actives à l'international

L'étude des entreprises exportatrices laisse apparaître une surreprésentation des PME (41 % dans notre échantillon contre 20,7 %²⁵ au niveau national). Une fois encore, il est difficile de dégager une tendance propre à la Silver Économie.

Graphique 5
Répartition géographique des offres de produits ou prestations en 2012



Note : Au niveau national sur 100 entreprises exportatrices, 68,7 % sont des micro-entreprises. Concernant les entreprises exportatrices engagées dans la Silver Économie, 52 % sont des micro-entreprises..

²³ On entend par dépenses en Recherche et Développement celles liées aux activités d'innovation de produits et de procédés (interne ou externe), les dépenses d'équipement engendrées par le développement des innovations hors R & D et les dépenses engagées pour acquérir des connaissances externes.

²⁴ Cordellier C. (2009), « Services et industrie : différents types d'innovations pour améliorer les performances », division Services, Insee.

²⁵ Résultats du commerce extérieur en 2012, conférence de presse, Nicole Bricq, ministre du Commerce extérieur, jeudi 7 février 2013 (source : Douane).



➤ « Sous-traitance confiée, performances productives et risques. Une application aux entreprises manufacturières françaises »
Claude MATHIEU, Jean-Paul NICOLAÏ et Marine TÉPAUT, Document de travail n°2013-07, décembre.

➤ « Les difficultés d'insertion professionnelle des docteurs. Les raisons d'une 'exception française »
Mohamed HARFI, Document de travail n°2013-06, octobre.

➤ « Le principe de précaution : quelques réflexions sur sa mise en œuvre »
Dominique AUVERLOT, Joël HAMELIN et Jean-Luc PUJOL, Document de travail n°2013-05, septembre.

➤ « Approvisionnements en métaux critiques. Un enjeu pour la compétitivité des industries française et européenne »
Blandine BARREAU, Gaëlle HOSSIE et Suzanne LUTFALLA, Document de travail n°2013-04, juillet.

➤ « La protection sociale en Amérique latine.
Analyser les enjeux et identifier les axes de coopération pour la France »
Catherine COLLOMBET, Document de travail n°2013-03, juillet.

➤ « *L'impact investing* pour financer l'économie sociale et solidaire ? Une comparaison internationale »
Camille GUÉZENNEC et Guillaume MALOCHET, Document de travail n°2013-02, juin.

➤ « L'effet des 'taxes comportementales'. Revue (non exhaustive) de la littérature »
Pierre-Yves CUSSET, Document de travail n°2013-01, juin.

La série Documents de travail du Commissariat général à la stratégie et à la prospective est disponible sur www.strategie.gouv.fr, rubrique Publications

Copyright : Commissariat général à la stratégie et à la prospective 2013.

Toute demande de reproduction ou traduction, partielle ou en totalité de ce texte, doit être adressée à Jean-Michel Roullé, Responsable de la communication, Commissariat général à la stratégie et à la prospective, 18, rue de Martignac, 75007 Paris - Mail : jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Application for permission to reproduce or translate all, or part of, this material should be made to : Jean-Michel Roullé, Head of Communication, Commissariat général à la stratégie et à la prospective, 18, rue de Martignac, 75007 Paris, France - Mail : jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr